



PANORAMA DE PRESSE

12/03/2010

CGT

Sommaire

Syndicalisme (1 Document)

L'Humanité - 12/03/2010 - [Des convergences pour des luttes victorieuses](#) (545 mots)

Des syndicalistes engagés au côté du Front de gauche ou candidats sur ses listes se sont réunis mercredi soir à Paris avec Pierre Laurent. Ils ne veulent pas seulement construire un résultat électoral, mais établir un rapport de forces pour les succès de demain.

Mouvements sociaux (3 Documents)

L'Humanité - 12/03/2010 - [Pourquoi la colère des profs va encore monter d'un cran](#) (582 mots)

Huit syndicats appellent aujourd'hui à une journée de grève dans les collèges et lycées pour dénoncer les réformes éducatives du gouvernement. La contestation, localisée jusqu'ici en région parisienne, commence à s'étendre.

L'Humanité - 12/03/2010 - [Les transports urbains en grève](#) (345 mots)

Les syndicats entendent défendre le statut des traminois et le service public.

Le Marin - 12/03/2010 - [Fermeture de la raffinerie confirmée](#) (397 mots)

Le groupe pétrolier a confirmé, le lundi 8 mars, la fermeture de sa Raffinerie des Flandres. Il conservera à Dunkerque un dépôt logistique et promet de créer des activités de services et de conserver tous les emplois.

Actualité sociale (9 Documents)

Le Point - 11/03/2010 - [On achève bien les usines](#) (1095 mots)

Délocalisations. Voler au secours des canards boiteux ne tient pas lieu de politique industrielle.

L'Humanité - 12/03/2010 - [Hémorragie d'emplois : du jamais-vu depuis soixante ans](#) (727 mots)

L'emploi salarié a diminué de 322 000 postes dans le privé en 2009. La masse salariale affiche une baisse historique de 1,3 %, ce qui creuse le trou de la Sécurité sociale et alimente les tentations d'un vote sanction dimanche.

La Tribune - 12/03/2010 - [Des destructions d'emplois à un rythme moins soutenu](#) (434 mots)

La France a détruit 322.000 emplois en 2009. Le ralentissement des destructions au dernier trimestre rend le gouvernement plus optimiste pour 2010.

Les Echos - 12/03/2010 - [La précarité des intérimaires s'est accrue tout au long de l'année](#) (266 mots)

...

Les Echos - 12/03/2010 - [La France a détruit 600.000 emplois depuis le début de la crise](#) (557 mots)

L'Insee a publié hier ses données révisées sur l'emploi. Près de 360.000 postes ont été détruits l'an passé, un pic historique. Les pertes ont néanmoins fortement ralenti au quatrième trimestre.

Les Echos - 12/03/2010 - [Avant les régionales, Nicolas Sarkozy promet des réformes, mais sur un mode mineur](#) (785 mots)

A la veille du premier tour des régionales, dans une interview au « Figaro Magazine », le chef de l'Etat remet sur la table l'idée d'une TVA sociale et s'engage à réformer la prise en charge de la dépendance. Il annonce, en revanche, qu'il prendra le « temps de la concertation » sur la taxe carbone et fera une pause fin 2011 pour que le Parlement puisse « déléguer ».

Les Echos - 11/03/2010 - [Les vrais taux de chômage des jeunes](#) (883 mots)

DANIEL VITRY EST PROFESSEUR À L'UNIVERSITÉ DE PARIS-II. ...

Correspondance Economique - 11/03/2010 - [L'emploi intérimaire, souvent considéré comme un indicateur anticipé de l'évolution du marché du travail, est reparti à la hausse, avec un bond de 7,6 % sur un an, selon des données publiées hier par Pôle emploi. Le nombre d'emplois intérimaires, calculé](#) (755 mots)

L'emploi intérimaire, souvent considéré comme un indicateur anticipé de l'évolution du marché du travail, est reparti à la hausse, avec un bond de 7,6 % sur un an, selon des données publiées hier par...

Correspondance Economique - 11/03/2010 - [Le Medef refuse de négocier immédiatement sur le partage de la valeur ajoutée, jugeant "incohérent" de traiter du sujet indépendamment de la réforme des institutions représentatives du personnel](#) (469 mots)

Le Medef refuse de négocier immédiatement sur le partage de la valeur ajoutée, jugeant "incohérent" de traiter du sujet indépendamment de la réforme des institutions représentatives du personnel La ...

Protection sociale (1 Document)

Les Echos - 11/03/2010 - [Dépendance : Darcos précise le calendrier de la réforme](#) (183 mots)

...

Europe et international (1 Document)

L'Humanité - 12/03/2010 - [Les syndicats européens solidaires des Grecs](#) (167 mots)

« Ce sont non pas les travailleurs mais les marchés financiers qui ont provoqué la crise. Les travailleurs perdent leur emploi par dizaines de milliers à cause de la cupidité et de la spéculation des...

Syndicalisme

Vendredi 12 Mars 2010

Politique

Des convergences pour des luttes victorieuses

Des syndicalistes engagés au côté du Front de gauche ou candidats sur ses listes se sont réunis mercredi soir à Paris avec Pierre Laurent. Ils ne veulent pas seulement construire un résultat électoral, mais établir un rapport de forces pour les succès de demain.

Rien de traditionnel dans la réunion électorale qui s'est tenue mercredi soir à Paris. Une centaine de syndicalistes de diverses organisations avaient été invités par quelques-uns de leurs collègues comme l'ancien secrétaire général de la FSU, Gérard Aschieri, le cheminot Didier Le Reste, le responsable régional francilien Pascal Joly ou l'infirmière de l'AP-HP Rose-May Rousseau, à débattre entre eux et avec Pierre Laurent, tête de liste du Front de gauche en Île-de-France. C'est un premier pas, sans doute un peu nouveau, que de parvenir ainsi à engager des convergences entre le monde syndical et le monde politique qui, depuis de nombreuses années, se regardent plutôt avec méfiance, quand ce n'est pas avec rancune. Surtout au moment d'une campagne électorale. « Syndicaliste engagé au côté du front de gauche, j'ai le sentiment d'assumer pleinement mon rôle et ma qualité de citoyen », assure Pascal Joly. « Le syndicaliste doit être indépendant mais il ne doit pas être neutre, spectateur. Il doit être intéressé et se mobiliser », renchérit

Didier Le Reste. Pour en arriver à ces professions de foi citoyennes de syndicalistes, il a fallu baliser le terrain et balayer bien des conceptions anciennes. « Je ne conçois pas le rôle du politique en termes de débouché pour le mouvement social ce qui laisserait planer l'idée d'une dépendance de fait de l'un vis-à-vis de l'autre, mais plutôt d'une traduction et d'une construction politique nouvelle au regard d'un projet de société et des attentes du mouvement social. Cela marque le rôle singulier de chacun et la nécessaire convergence des luttes entre les deux », précise ainsi Pascal Joly. Il est en tout cas notable que de nombreux syndicalistes se sont engagés dans cette campagne régionale, jusqu'à figurer sur les listes en tant que candidats, « la rage au ventre et avec colère » comme la cégétiste Rose-May Rousseau ou, découvrant les résultats de l'action des élus, comme son collègue de SUd santé, Jean-Marc Devauchelle. Transports, santé, éducation et emploi ont été les thèmes vedettes du débat. « Les questions sociales et du

travail ont dominé la campagne électorale et mis sur la défensive les forces gouvernementales », fait remarquer Pierre Laurent. C'est pourquoi il refuse l'idée d'une campagne sans lendemain : « Les questions sociales que nous sommes en train de faire émerger sont des questions politiques qui seront difficilement contournables dans l'avenir. Nous ne sommes pas seulement en train de construire un résultat électoral, mais des éléments de rapports de forces qui nous permettront de remporter des victoires dans nos batailles de demain. » Dans leur campagne, Pierre Laurent et ses colistiers ont sans cesse côtoyé le mouvement social. « Le champ des syndicalistes et des gens engagés dans des combats sociaux très divers est extrêmement large. Il y a un énorme enjeu : faire converger dans l'espace public toutes ces mobilisations, toutes les énergies, toutes les intelligences », affirme-t-il.

Olivier Mayer

Mouvements sociaux

Vendredi 12 Mars 2010

Société

Pourquoi la colère des profs va encore monter d'un cran

Huit syndicats appellent aujourd'hui à une journée de grève dans les collèges et lycées pour dénoncer les réformes éducatives du gouvernement. La contestation, localisée jusqu'ici en région parisienne, commence à s'étendre.

Extension de la lutte ? Après un mois de février mouvementé dans l'académie de Créteil sur fond de violence scolaire, huit syndicats (1) tentent d'élargir le mouvement en appelant aujourd'hui l'ensemble des enseignants et personnels des collèges et lycées à une journée de grève. Selon un décompte partiel du Snes-FSU, principale organisation du secondaire, vingt-six manifestations ou rassemblements sont d'ores et déjà prévus à travers la France pour dénoncer les réformes éducatives du gouvernement. A Paris, le défilé partira vers 14 heures du RER Luxembourg, en direction du ministère de l'éducation nationale. Si Luc Chatel comptait sur les vacances d'hiver pour endormir l'attention des enseignants, il risque d'en être pour ses frais.

« Il y a un ras-le-bol généralisé, assure Frédérique Rolet, cosecrétaire générale du Snes. Et la crise est maintenant à son paroxysme. » Difficile de savoir quelle sera l'ampleur de la mobilisation. « Mais une chose est sûre, précise Roland Hubert, autre dirigeant du Snes, il se passe beaucoup de choses dans les établissements : rencontres avec les parents, assemblées générales,

interpellation d'élus. » Notamment en Île-de-France et dans les académies de Lille, d'Aix-Marseille ou Lyon. Les sujets de mécontentement s'accumulent sur le bureau du ministre. Il tente, depuis quelques semaines, de les circonscrire à la seule question de la sécurité dans les établissements (lire encadré). Mais sa stratégie n'abuse pas les enseignants dont les revendications vont au-delà des lubies ministérielles sur la vidéosurveillance. Elles commencent par l'arrêt des suppressions de postes (45 000 depuis 2007, dont 16 000 en 2010) et l'exigence de moyens humains et financiers supplémentaires.

le troisième trimestre sera « agité »

Ces dernières semaines, la découverte dans les collèges de « dotations horaires globales » (DHG nombre d'heures et donc de postes) en chute libre pour la rentrée 2010 a fait l'effet d'une douche froide. « J'ai rarement vu autant de conseils d'administration rejeter leur DHG, confirme Roland Hubert. Pour le moment, cela se traduit par des motions, des pétitions ou des délégations dans les inspections académiques. Mais la colère pourrait

bien monter encore d'un cran. » Surtout que la réforme de la formation des maîtres, qui placera dès septembre des profs débutants à temps plein dans les classes, tout comme celle des lycées, avec ses programmes de seconde très contestés, continuent de braquer une bonne partie de la profession et des lycéens. La Fidl a d'ailleurs appelé ses 50 000 adhérents à participer aux manifestations de ce jour et à observer, lundi prochain, une « grève des trousseaux et des cahiers ».

Les syndicats pronostiquent au minimum une « agitation chronique » au cours de ce troisième trimestre. Comment pourrait-il en être autrement ? « Les suppressions de postes de CPE ou encore de conseillères d'orientation psychologues affaiblissent gravement les équipes, relève Frédérique Rollet. Il y a une lassitude qui s'installe face à des conditions de travail qui ne cessent de se dégrader. »

(1) Snes-FSU, Snaic-Csen, Snep-FSU, Snetap-FSU, SNFOLC, CGT éducation, SUD éducation et SNCL-FAEN.

Laurent Mouloud

Vendredi 12 Mars 2010

Social-Eco

Les transports urbains en grève

Les syndicats entendent défendre le statut des traminots et le service public.

Trois jours avant les élections régionales, les salariés des transports urbains étaient appelés à faire grève hier pour dénoncer une « privatisation déguisée » des transports en commun et l'occasion pour les opérateurs privés « de faire des profits au détriment de l'offre de transport et des salariés chargés de la mission de service public », selon l'intersyndicale CGT, FO, CFTE-CFE, CGC-FNCR.

A Lyon, Bordeaux, Lille, le trafic a été légèrement perturbé. A Rouen, il a été réduit de moitié, selon la direction, avec 19 rames du tramway sur 24 et 89 bus sur 186. A Dijon, le mouvement a été suivi à 90 %, selon la CGT et la direction, et seules

quelques lignes de bus sont assurées. La grève pourrait être reconduite aujourd'hui dans cette ville où Keolis est en charge des transports urbains. A Paris, une cinquantaine de personnes se sont rassemblées place de l'Opéra en fin de matinée et une délégation devait être reçue dans l'après-midi au ministère des Transports.

A Lille notamment, les conducteurs grévistes sont mobilisés contre un transfert de la gestion au secteur privé pour laquelle Keolis et Veolia sont déjà en lice. L'objectif des syndicats est donc d'appeler les élus « à ne pas se défaire sur des entreprises privées et à opter pour une gestion directe en régie

municipale, comme c'est de nouveau le cas à Marseille, à Toulouse ou La Rochelle », a expliqué Richard Jaubert, responsable fédéral à la CGT transports. L'intersyndicale dénonce aussi « l'absence de volet social dans les appels d'offres ». « Cela aboutit à abandonner les accords d'entreprise négociés pendant des années, comme à Lyon », poursuit Richard Jaubert. Les syndicats demanderont au ministère un décret d'application pour que ce volet social soit inclus, comme cela est prévu dans la loi d'août 2007.

Mehdi Fikri

Vendredi 12 Mars 2010

entreprises Dunkerque

Fermeture de la raffinerie confirmée

Le groupe pétrolier a confirmé, le lundi 8 mars, la fermeture de sa Raffinerie des Flandres. Il conservera à Dunkerque un dépôt logistique et promet de créer des activités de services et de conserver tous les emplois.

Même s'ils s'y attendaient, les salariés dunkerquois ont durement accusé le coup lorsque Total a confirmé la fin des activités de raffinage à Dunkerque, lors du comité central d'entreprise le lundi 8 mars. Une manifestation a d'ailleurs rapidement été organisée devant et dans les locaux du siège du groupe à La Défense.

En 2009, la raffinerie nordiste a enregistré plus de 130 millions d'euros de pertes, selon la direction de Total, qui explique que, « faute de perspectives solides, un redémarrage des opérations de raffinage sur le site n'est plus envisageable ».

Trois réunions d'information et de concertation vont être organisées d'ici au 17 juin. Le CCE donnera alors un avis et la direction mettra en œuvre un plan de « mutation industrielle de l'établissement de Dunkerque ».



Les salariés de la raffinerie dunkerquoise ont décidé de poursuivre leur mouvement de grève. Le site ne fonctionne plus depuis plusieurs mois maintenant. La Raffinerie des Flandres emploie 380 personnes. Selon le plan de mutation, le groupe devrait conserver sur place au moins 240 emplois, dans trois activités : l'assistance technique au service des raffineries européennes, voire mondiales (180 postes), une école de raffinage (25 postes), un dépôt logistique (15 postes). S'y ajouteront divers personnels administratifs.

La compagnie envisage aussi la création d'un pôle biocarburants, à condition de trouver un accord avec ses partenaires du monde agricole. Il s'agirait d'abord de conserver l'unité d'ETBE (éthyl tertio butyl éther), en lien avec la filière sucre. Mais également d'implanter le second pilote industriel du projet Bio T Fuel, un projet de production de biodiesel, porté par un consortium avec, notamment, Diester Industries et le soutien de l'Ademe et de la région Picardie.

Enfin, EDF et Total ont confirmé, le 8 mars, l'entrée du groupe pétrolier dans le projet de terminal méthanier de Dunkerque (lire ci-contre).

Ces promesses ont cependant été fraîchement accueillies par les salariés. Selon Marc Pigeon, représentant CGT de l'intersyndicale du site dunkerquois, « très peu de salariés sont intéressés pour devenir des experts nomades ou des enseignants ». La grève a donc été reconduite à Dunkerque, les salariés appelant leurs collègues des autres raffineries à les soutenir. Appel entendu puisque la CGT, majoritaire, a demandé aux salariés de toutes les raffineries françaises de faire grève le 15 avril, date de la table ronde sur l'avenir du raffinage en France.

Alain SIMONEAU

Actualité sociale

Jeudi 11 Mars 2010

On achève bien les usines

Délocalisations. Voler au secours des canards boiteux ne tient pas lieu de politique industrielle.



clap de fin. C'est officiel, il n'y aura plus de raffinage sur le site Total de Dunkerque. Pouvait-on éviter de fermer la raffinerie Total à Dunkerque ? Peut-on sauver Heuliez ? Renault doit-il « relocaliser » une partie de sa production ? Christian Estrosi, le ministre de l'Industrie, ne sait plus où donner de la tête. Sa débauche d'énergie lui vaut peut-être la reconnaissance de syndicalistes ou d'élus locaux. Mais pour quels résultats ? Le 8 mars, la décision de fermer la raffinerie des Flandres a été prise : elle était devenue une machine à pertes. Terrible annonce pour ses 370 ouvriers, même si aucun ne perd son emploi. Pour les 600 de Cerizay (Deux-Sèvres), du moins pour ceux associés au projet de voiture électrique, les perspectives sont sombres aussi. Il faut regarder la vérité en face : Heuliez n'a aucune chance d'accoucher d'un tel véhicule. Dans les deux cas, les enjeux ne sont malheureusement plus industriels mais seulement sociaux. Les coups de menton de monsieur Estrosi n'y changeront rien.

« *Nous sommes le grand pays européen le plus désindustrialisé* », rappelle le président de la République le 4 janvier à Marignane, chez Eurocopter, en conclusion des états généraux de l'industrie. Les chiffres sont cruels. Depuis 2000,

500 000 emplois ont été perdus. L'industrie produit 16 % de la valeur ajoutée en France, contre 23 % en Italie et 30 % en Allemagne. Pis, depuis 2007, notre balance commerciale industrielle a plongé dans le rouge pour la première fois depuis vingt ans ! Etrangement, le bilan accablant dressé par le chef de l'Etat contraste avec la situation des grands groupes multinationaux français (les Lafarge, Saint-Gobain, Sanofi, Vinci et... Total) qui, malgré la crise, affichent des profits. Nos champions nationaux se portent bien ! Et la France en possède bien plus (une quarantaine) que chacun des autres pays européens, Allemagne comprise.

L'Etat zigzague. Alors, qu'est-ce qui coince ? Le dirigeant d'un de ces grands groupes invite à prendre un peu de recul. « *Nous avons compris que les politiques en France nous laisseraient toujours tomber. Ils nous ont nationalisés, puis privatisés. Pris en otages par la gauche et la droite, nous avons choisi d'aller à l'étranger pour survivre. Quand au même moment le pays déroulait le tapis rouge aux investisseurs étrangers.* » Lesquels, dès qu'il y a un coup de tabac, ferment boutique, comme Philips, Molex, Continental, Sony... Ce grand patron reste un nostalgique de l'Etat quand il défendait les industries du pétrole, du nucléaire, de la pharmacie, de l'aéronautique, voire de l'automobile. Mais le temps des de Gaulle et des Pompidou est révolu. Aujourd'hui, les caisses sont vides. Et l'Europe déteste les connivences entre entreprises et Etats nationaux sans en créer elle-même à son niveau, comme si la Chine et les Etats-Unis n'aidaient pas leurs propres champions (le cas des avions ravitailleurs du Pentagone est exemplaire). Indigent, l'Etat français

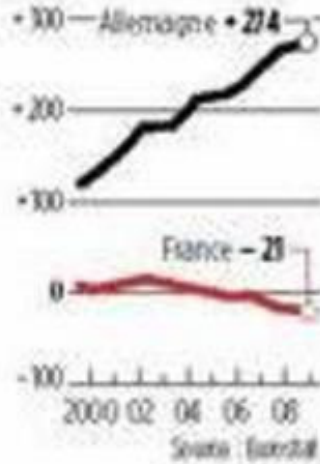
zigzague. Un jour, il bichonne les entreprises (adoption du crédit d'impôt sur la recherche, suppression de la taxe professionnelle...). Un autre, il admoneste les dirigeants de Renault qui abuseraient des délocalisations, ignorant qu'elles ont réussi à d'autres (Seb, Bic, L'Oréal...). Et que dire aussi d'un Etat qui laisse une entreprise dans laquelle il possède 27 % du capital, France Télécom en l'occurrence, distribuer plus de dividendes qu'elle ne réalise de profits ? Histoire d'empocher, ni vu ni connu, 1 milliard d'euros.

Tout a été dit sur les faiblesses de l'industrie en France et tout est vrai : charges sociales trop lourdes ; financements insuffisants pour cause de piètre rentabilité ; moyennes entreprises exportatrices pas suffisamment nombreuses ; dispersion des moyens en faveur de l'innovation... Aussi, quand, peu après la déroute nucléaire d'Abou Dhabi, le président de la République parle de redresser la barre, l'immensité du chantier fait peur. Pour réussir, il ne suffit pas au sauveur d'Alstom d'avoir la fibre industrielle que ne possédaient ni Jacques Chirac ni François Mitterrand, ses prédécesseurs. La difficulté avec toute politique industrielle, c'est qu'elle ne relève pas d'un seul ministère. A voir l'exemple de pays comme l'Allemagne ou le Japon, qui ont réussi à rester des ateliers du monde, c'est à se demander si l'affaire n'est pas d'abord culturelle. Tout, en effet, doit être pris en compte. Le niveau d'éducation, la qualité des infrastructures, le lien public-privé dans la R&D, l'absence de paperasserie, sans oublier, bien sûr, le niveau des prélèvements fiscaux ou sociaux. La liste n'est pas

exhaustive. Ainsi, l'usage d'Internet au sein même de l'entreprise et avec les clients et fournisseurs est considéré comme un indice de performance - malheureusement, la France est à la traîne dans ce domaine aussi...

France- Allemagne : le grand écart

Solde des échanges de
produits manufacturés,
en milliards d'euros



Hors sujet. Sauver l'industrie, c'est tout revoir de fond en comble. Ce qui suppose un effort sur la durée et de la cohérence dans les décisions. Quand la France se lançait tête baissée dans les 35 heures, les Allemands tentaient méthodiquement de contenir le coût

de leur main-d'oeuvre. Résultat : supérieur de 25 % il y a dix ans, ce coût est maintenant comparable à celui de la France.

Alors, on le voit bien, quand Ségolène Royal s'enflamme pour Heuliez et que la CGT se bat pour la raffinerie des Flandres, on est hors sujet. La voiture électrique ? La PME Heuliez n'a ni le savoirfaire ni la force de frappe financière pour lutter avec les géants que sont Toyota, General Motors, Nissan ou Mitsubishi. Le raffinage ? Cette industrie a pour tradition de ne pas transformer sur place plus de pétrole brut qu'il faut en acheminer. Or la consommation de carburant dans la vieille Europe diminue ou au mieux stagne, quand elle explose en Asie et au Moyen-Orient.

« *Laissons tomber les feuilles mortes* », affirme brutalement à *L'Usine nouvelle* Noël Goutard, ex-patron de choc de l'équipementier automobile Valeo. Le problème, c'est que cela devient de moins en moins évident dans un pays qui compte 10 % de chômeurs. La politique industrielle est justement faite pour éviter ce piège. Il est minuit, docteur Estrosi

PATRICK BONAZZA

Vendredi 12 Mars 2010

Social-Eco

Hémorragie d'emplois : du jamais-vu depuis soixante ans

L'emploi salarié a diminué de 322 000 postes dans le privé en 2009. La masse salariale affiche une baisse historique de 1,3 %, ce qui creuse le trou de la Sécurité sociale et alimente les tentations d'un vote sanction dimanche.

A trois jours du scrutin régional, la statistique publiée hier par le ministère de l'Emploi est un cinglant désaveu pour le gouvernement. En 2009, la France a détruit 322 000 postes dans le secteur privé. En tout, depuis le début de la crise en octobre 2008, le solde entre les créations et les disparitions d'emplois fait apparaître une perte nette de 600 000 postes. Un record dans l'histoire économique française ! « Les pertes nettes d'emplois en 2009 sont bien supérieures à la récession du début des années 1990. Je crois que ça n'a jamais existé, sachant qu'avant-guerre on n'a pas de statistiques », a relevé le directeur des statistiques de Pôle emploi, Bernard Ernst. De son côté, l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale (Acos), dont le champ est un peu différent et qui publie ses propres statistiques, relève 432 000 postes supprimés sur un an. Dans l'industrie, l'hémorragie d'emplois s'est poursuivie, avec 173 000 pertes nettes sur l'ensemble de l'année (4,9 %). La construction affiche une baisse de 1 % au dernier trimestre, soit 14 500 postes. Sur un an, dans ce secteur, « la contraction de l'emploi (...) s'accroît », avec une baisse de 2,6 %, soit 39 000 postes de travail en moins. Dans les services (intérim inclus, même si les missions sont effectuées dans l'industrie ou la construction), premier gisement

d'emplois en France, la chute des effectifs a atteint 134 700 en 2009 (1,2 %).

L'ampleur des pertes est sans précédent, mais la ministre de l'économie, qui décidément adopte la positive attitude prônée en son temps par Jean-Pierre Raffarin, a trouvé dans ce constat alarmant un chiffre réjouissant. Dans son communiqué, Christine Lagarde glisse : « J'observe avec satisfaction le ralentissement important des destructions d'emplois à la fin de l'année 2009. » Elle prétend y voir « un encouragement à la politique industrielle offensive du gouvernement ». Avec 20 400 emplois détruits au dernier trimestre 2009, l'hémorragie a en effet reculé par rapport au trimestre précédent (79 800 postes), mais n'est toujours pas endiguée.

2 milliards de recettes perdues pour la sécu

Préoccupation numéro un des Français, les pertes d'emplois n'épargnent pratiquement aucune région. Sur un an, hormis la Corse (+0,9 %), qui enregistre une hausse, dans toutes les autres régions, l'emploi salarié reste orienté à la baisse, tout particulièrement en Picardie (3,8 %), Haute-Normandie (3,7 %), Lorraine (3,3 %), Centre (2,8 %), Poitou-Charentes et Champagne-Ardenne (2,7 % chacune) et Franche-Comté (2,6 %). Dans la même veine, la France a

connu, en 2009, le premier recul (1,3 %) de sa masse salariale privée de toute son histoire, a annoncé, hier, l'Acos. Selon les statistiques de l'Insee, la masse salariale n'a jamais baissé depuis 1949, date de création de l'institut de statistiques, à l'exception d'un trimestre pour faits de grève en 1968. En cause : la disparition d'emplois salariés, mais aussi la hausse du chômage partiel et la diminution des heures supplémentaires. Résultat, le déficit du régime général (salariés) de la Sécurité sociale explose, sachant que la baisse d'un point de pourcentage de la masse salariale équivaut à 2 milliards d'euros de recettes perdues pour la Sécurité sociale. En cause, le recours massif au chômage partiel. Ainsi, selon l'Insee, 211 000 personnes ont été placées en chômage partiel au premier trimestre 2009, 245 000 au deuxième, 156 000 au troisième et 144 000 au quatrième trimestre. Or, l'indemnité de chômage partie est exonérée de cotisations patronales (mais pas de la CSG), ce qui fait perdre beaucoup de recettes à la Sécu. Rattrapé par la réalité des chiffres, le bilan économique du gouvernement est sous le feu des critiques (voir ci-dessous) et va, à n'en pas douter, peser fortement dans le choix des électeurs, dimanche.

Clotilde Mathieu



Edition de La Tribune

Vendredi 12 Mars 2010

Politique France

Des destructions d'emplois à un rythme moins soutenu

La France a détruit 322.000 emplois en 2009. Le ralentissement des destructions au dernier trimestre rend le gouvernement plus optimiste pour 2010.

La France comptait 322.000 emplois salariés de moins fin 2009 par rapport à fin 2008 dans le privé (- 1,8 %), selon les chiffres définitifs diffusés jeudi par le ministère de l'Emploi. L'an dernier, l'économie française a détruit beaucoup plus d'emplois qu'elle n'en a créés. Depuis l'après-guerre, 2009 est l'année marquée par la plus forte récession. Certes, au quatrième trimestre 2009, les destructions nettes d'emploi ont atteint 11.5000 (- 0,1 %), après 66.000 (- 0,4 %), selon l'Insee. Dans un communiqué, la ministre de l'Economie et de l'Emploi, Christine Lagarde a noté « avec satisfaction le ralentissement important des destructions d'emplois à la fin de l'année 2009 », y voyant le signe que la « stabilisation » du marché du travail devrait continuer en 2010. Très optimiste, le chef de l'Etat indique pour sa part dans une

interview au Figaro Magazine que « dans le courant de l'année 2010 le chômage va diminuer ».

Reste que la partie est loin d'être gagnée. En effet, si le rythme des destructions d'emploi s'annonce moins soutenu en 2010, en raison notamment de la timide reprise de la croissance en France, les économistes rappellent que le retour de la croissance a toujours un impact décalé de plusieurs mois sur le marché de l'emploi.

50.000 DESTRUCTIONNS

Lors d'un point presse mercredi, Bernard Ernst, directeur des statistiques de Pôle emploi chiffrerait, lui, le nombre de destructions d'emplois entre fin décembre 2008 et fin décembre 2009 à - 321.500 salariés, et surtout, tablait sur « environ 50.000 destructions

d'emploi pour l'année 2010 .

La sortie de crise n'est donc pas pour demain. Ni sur le front de l'emploi, ni pour les comptes de la Sécurité sociale. Jeudi, l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale (Acos) a ainsi annoncé que la masse salariale du secteur privé, principale source de recettes pour la Sécu, est restée « stable » au quatrième trimestre, mais affiche une baisse de 1,3 % sur l'ensemble 2009, inédite depuis la Libération. La baisse d'un point de pourcentage de la masse salariale équivaut à deux milliards d'euros de recettes perdues par la Sécu. Pour 2009, les dernières prévisions tablent sur un « trou » de la Sécu de 23,5 milliards d'euros pour 2009. Isabelle Moreau

Tous droits réservés : La Tribune
2A9F53668AA02503F5551CD08502B13B2AD8BC62683D36B6AE12FC8

Diff. 89 866 ex. (source OJD 2005)

[Retour Sommaire](#)

Vendredi 12 Mars 2010

France

La précarité des intérimaires s'est accrue tout au long de l'année

Crise. C'est une confirmation. Malgré la reprise globale de l'intérim ces deux derniers trimestres, les intérimaires ont eux aussi fortement souffert de la crise l'an passé. C'est ce qu'il ressort des résultats de l'enquête réalisée auprès de 5.000 d'entre eux par les instituts BVA et Geste à la demande de la fédération professionnelle du secteur (Prisme) et de l'Observatoire des métiers et de l'emploi (OME).

L'étude, menée entre mars et octobre, montre clairement que les

intérimaires ont été de moins en moins souvent sollicités au fil de l'année. Si 76 % d'entre eux avaient travaillé au moins deux semaines par mois au début de l'étude (74 % en intérim, 1 % en CDI et 1 % en CDD), cette proportion a baissé de façon continue ensuite. Pour atteindre à peine 58 % au mois d'octobre.

Accès à l'emploi. Point plus positif : en dépit de la crise, l'intérim constitue toujours un moyen d'accès à des emplois en CDD. Selon l'enquête, 17 % des personnes qui

étaient en intérim en mars 2009 étaient en CDD ou en CDI huit mois après.

Ces résultats ne constituent qu'un point d'étape. L'étude doit se poursuivre jusqu'en octobre 2010. Et permettre à terme de mieux cerner l'influence de l'intérim sur les parcours professionnels des salariés.

Vendredi 12 Mars 2010

France

La France a détruit 600.000 emplois depuis le début de la crise

L'Insee a publié hier ses données révisées sur l'emploi. Près de 360.000 postes ont été détruits l'an passé, un pic historique. Les pertes ont néanmoins fortement ralenti au quatrième trimestre.

La barre des 400.000 destructions d'emplois en 2009 n'aura finalement pas été franchie. Selon les données corrigées publiées hier par l'Insee, après les traditionnelles corrections statistiques de début d'année, la France n'a détruit l'an passé « que » 357.600 emplois (-2,2 %) dans le secteur marchand. C'est 55.000 de moins que ce que ne laissaient craindre les données prévisionnelles dévoilées le mois dernier (« Les Echos » du 15 février).

Malgré cette bonne surprise, due en large partie à une révision à la baisse des prévisions pour le quatrième trimestre (ramenée de -0,4 % à -0,1 %), le bilan reste lourd. C'est certes moitié moins que les 700.000 destructions d'emplois anticipées par l'Insee, en juin 2009. Mais ce total de près de 360.000 postes détruits constitue toujours, et de loin, un triste record historique.

L'industrie en première ligne

Au terme de ce septième trimestre consécutif de baisse, ce sont donc 600.000 emplois qui auront été détruits depuis le début de la crise. La France est ainsi revenue à son niveau d'emploi marchand de fin 2005, avec 15,85 millions de salariés.

Comme en 2008, l'industrie a

continué l'an passé de payer le plus lourd tribut à la récession, avec 173.000 pertes nettes de postes (-4,9 %). La construction, où 49.900 emplois ont été détruits, a également été très touchée (-3,4 %). Le tertiaire a mieux résisté mais a enregistré, en volume, des pertes considérables avec 134.700 emplois détruits (-1,2 %).



De son côté, Pôle emploi, dont les données corrigées ont aussi été dévoilées hier, a comptabilisé 322.000 emplois salariés de perdus en 2009 dans le privé (-1,8 %). Ce total, lui aussi historiquement haut, est en deçà de celui indiqué par l'Insee car il inclut l'emploi dans le secteur non marchand, où 35.000 postes ont été créés l'an passé.

Quatrième trimestre plus serein
L'analyse des évolutions de la seule

fin d'année est plus encourageante. Selon l'Insee, la dégradation du marché de l'emploi s'est fortement atténuée au quatrième trimestre, avec 20.900 destructions (-0,1 %), soit près de quatre fois moins qu'au trimestre précédent.

La ministre de l'Economie, Christine Lagarde, s'est félicitée du « ralentissement important des destructions d'emplois », y voyant une confirmation de « la stabilisation en cours du marché du travail, qui devrait se prolonger en 2010 ».

Le ralentissement reste mineur dans l'industrie et la construction, mais l'intérim, dont l'évolution fait figure d'indicateur avancé de celle du marché du travail, confirme son redressement (+5 %), déjà visible au troisième trimestre. Une étude publiée hier par le Prisme, la fédération professionnelle de l'intérim (lire ci-contre), relativise toutefois cette nouvelle en indiquant que la durée de travail par mois des intérimaires a poursuivi sa décroissance au moins jusqu'en octobre.

D. P.

Vendredi 12 Mars 2010

élections régionales

Avant les régionales, Nicolas Sarkozy promet des réformes, mais sur un mode mineur

A la veille du premier tour des régionales, dans une interview au « Figaro Magazine », le chef de l'Etat remet sur la table l'idée d'une TVA sociale et s'engage à réformer la prise en charge de la dépendance. Il annonce, en revanche, qu'il prendra le « temps de la concertation » sur la taxe carbone et fera une pause fin 2011 pour que le Parlement puisse « déléguer ».

Nicolas Sarkozy donne une longue interview au « Figaro Magazine » à la veille du premier tour des régionales - dimanche - tout en se défendant de mener campagne : le chef de l'Etat aura jusqu'au bout entrete nu l'ambivalence sur son rôle dans ces élections de mi-mandat, les dernières avant la présidentielle de 2012. Jusqu'au bout, il aura tenté de sauver un scrutin que les sondages annoncent comme désastreux pour la droite, qui parviendrait, selon les dernières enquêtes, à ne conserver que l'Alsace. Outre un appel à la mobilisation, il applaudit aux deux priorités défendues par l'UMP dans la campagne : l'engagement à ne pas augmenter les impôts - « Je trouve que c'est sage au regard de la frénésie fiscale qui s'est emparée des régions depuis six ans » - et la généralisation de la vidéosurveillance. Mais il cherche aussi à « enjamber » ce scrutin, à en tourner la page au plus vite, en détaillant son calendrier pour la seconde moitié du quinquennat. Son leitmotiv : ces élections locales n'ont aucune raison d'influer sur les choix nationaux. « Qu'attendent de moi les Français ? Que je les protège de la crise, que le chômage recule, que notre pays ne subisse par une immigration sans contrôle », affirme-t-il dans l'interview, reprenant l'antienne des réformes déjà entonnée mardi en Franche-Comté.

Création d'un cinquième risque
Cette volonté réformatrice posée, le président de la République se laisse

néanmoins la possibilité de lui donner une couleur plus ou moins intense selon les événements. « Nous verrons s'il conviendra d'envisager une nouvelle étape politique après la réforme des retraites », lance-t-il, volontiers sibyllin. Outre les retraites, pour lesquelles il ne s'attend pas « à un grand mouvement de soutien de la part des syndicats », il se montre déterminé à avancer sur le financement de la protection sociale. « L'expression "TVA sociale" est incompréhensible et inadaptée. Le sujet est pourtant bien à l'ordre du jour. Il faut continuer à réfléchir au moyen de financer notre protection sociale autrement qu'en taxant le travail », affirme-t-il. Il est également très ferme sur la réforme de la dépendance et la création d'un cinquième risque - « Je m'y engage » -, ainsi que sur la baisse de la dépense publique (tout en écartant la rigueur). En revanche, le chef de l'Etat se montre plutôt en retrait sur la taxe carbone, censée entrer en vigueur le 1er juillet. « Nous prendrons le temps de la concertation au niveau européen comme au niveau national », affirme-t-il, en expliquant qu'il peut difficilement imposer des contraintes aux entreprises françaises sans que rien ne soit prévu pour nos partenaires commerciaux.

« Pause », un mot jusqu'ici tabou
Pour la première fois également, Nicolas Sarkozy évoque une « pause » de l'action gouvernementale au second semestre 2011, après un audit des réformes,

afin que le Parlement puisse, « s'il le souhaite, déléguer ». Cette perspective est lointaine et répond à une demande pressante de sa majorité d'alléger le travail parlementaire imposé par l'exécutif. Nicolas Sarkozy répète qu'il fera son « travail au service des Français du premier au dernier jour de [son] quinquennat ». Il n'empêche, il utilise un mot jusqu'ici tabou - « pause » - qui pourrait s'apparenter à une future inflexion politique.



L'interview vient en tout cas clore une drôle de campagne régionale, où le PS a tiré parti au maximum de l'impopularité de l'exécutif pour « nationaliser » le scrutin, où l'UMP a essayé de faire front en appelant au « vote sanction », mais dans les régions (puisque 20 sur 22 sont aujourd'hui présidées par le PS). Mais où, au final, aucun vrai débat n'a émergé, si ce n'est sur des questions polémiques (Frêche, Soumaré...). Même l'emploi, qui avait conduit les partis à rivaliser d'idées en 2004 (avec l'idée défendue par une partie de la gauche d'une conditionnalité des aides aux entreprises accordées par la région), n'a pas inspiré les têtes de liste. Comme si le sentiment d'impuissance progressait en temps de crise. Avec un corollaire inquiétant pour dimanche : le niveau de l'absence,

qui pourrait cette fois-ci flirter avec les 50 %.

Une élection proportionnelle à deux tours avec prime majoritaire Les conseillers régionaux sont élus au scrutin de liste, selon un système mixte combinant les règles des scrutins majoritaire et proportionnel, en un ou deux tours, sans panachage ou vote préférentiel. La liste qui, au premier tour, atteint la majorité absolue - un cas rarissime - ou qui, au second tour, récolte le plus grand nombre de voix décroche une prime majoritaire du quart des sièges à

pourvoir. Les sièges restants sont attribués à la représentation proportionnelle, selon la règle de la plus forte moyenne, à toutes les listes ayant obtenu au moins 5 % des suffrages exprimés, y compris à la liste arrivée en tête. Seules les listes ayant atteint 10 % des suffrages exprimés au premier tour peuvent participer au second. Celles qui se situent entre 5 % et 10 % peuvent fusionner avec une liste qui a obtenu plus de 10 % des suffrages. A défaut, elles sont éliminées et n'ont aucun élu, comme celles qui sont en deçà des 5 %. Les listes sont régionales, mais composées de sections départementales. Le nombre de

sièges à pourvoir pour chaque liste est calculé au niveau régional puis réparti selon le nombre de suffrages obtenus par chacune des sections. En raison du premier projet de loi sur la réforme territoriale, en cours d'examen, qui crée les conseillers territoriaux, siégeant à la fois au niveau régional et au niveau départemental à partir de 2014, le mandat des conseillers régionaux élus les 14 et 21 mars est ramené de six à quatre ans.

CÉCILE CORNUDET

Tous droits réservés : Les Echos
A990B3038C80A10A25431DF0670321D52AC86F6778FC3F0A96A39DE

Diff. 140 313 ex. (source OJD 2005)

[Retour Sommaire](#)

Idées

Les vrais taux de chômage des jeunes

Le taux de chômage des jeunes a été publié fin février : 20 % en moyenne en Europe, 25 % en France, 26 % en Italie, 39 % en Espagne, mais 20 % au Royaume-Uni et 10 % en Allemagne. Donnés ainsi, ces chiffres ont de quoi passablement inquiéter puisqu'ils laissent croire qu'en France un jeune sur quatre serait au chômage.

Heureusement, cette interprétation est fautive. Il ne s'agit pas en effet d'un quart des classes d'âge 15-24 ans, mais d'un quart des seuls « actifs » ou en recherche d'emploi de ces classes d'âge. S'agissant des jeunes, le plus grand nombre est en cours de formation à ces âges-là. La population « active » dont il s'agit est formée des jeunes sortis du système scolaire ou du postbac, soit volontairement soit parce qu'ils n'étaient pas capables de suivre la formation. Les lycéens et les étudiants ne sont pas considérés comme des « actifs » au sens des statistiques de l'emploi, même si l'on peut espérer qu'ils travaillent beaucoup. Poussant le raisonnement jusqu'à l'extrême, on dira que, si tous les jeunes âgés de 15 à 25 ans poursuivaient tous des études sauf un seul qui rechercherait, sans succès, un emploi, le taux de chômage des jeunes serait déclaré de 100 %, mais leur taux d'activité serait nul.

Pour comprendre le taux de chômage des jeunes, il faut en effet aussi s'intéresser à leur taux d'activité défini par le nombre d'actifs, qu'ils soient employés ou chômeurs, rapporté à la population correspondante considérée. En France le taux d'activité des jeunes est faible, 7,1 %, du même ordre de grandeur qu'en Europe. Il y a

cependant des jeunes qui ne sont pas des « actifs » parce qu'ils sont étudiants, mais qui pourtant occupent un emploi. En 2008, 28,8 % des 18-24 ans étaient dans cette situation-là.

Parmi les 2,2 millions d'étudiants inscrits dans l'enseignement supérieur, les trois quarts exercent une activité rémunérée, d'une durée très diversifiée qui va du petit boulot d'été pour 30 % d'entre eux à l'activité intégrée aux études pour 1 sur 10.

Revenons au quart des jeunes actifs qui est au chômage. Ils sont pour le plus grand nombre sortis du système scolaire ou universitaire avec un niveau de formation très faible. Comme le taux de chômage des jeunes, la part des jeunes sortis du système sans qualification donne lieu à la proclamation de chiffres les plus mal compris. Dans la nomenclature française, le premier niveau de qualification est le niveau du CAP, dit niveau V. Il correspond à deux années d'un certificat d'aptitude professionnelle ou d'un brevet d'études professionnelles. D'un autre côté, dans la nomenclature internationale établie par l'Unesco, le niveau III de cette classification regroupe les enseignements secondaires du second cycle. Pour être classé dans le niveau secondaire de la classification française, il suffit d'avoir eu accès à la dernière année d'un cycle, sans nécessairement un succès final, alors que pour la classification internationale il faut avoir obtenu le certificat ou le diplôme. La conséquence n'est pas négligeable : la proportion des jeunes de 20-24 ans qui ont un faible niveau d'étude est de 7 % dans la nomenclature française alors qu'elle

est de 17 % dans la nomenclature internationale (voir « L'état de l'école » DEPP/MESR).

Le chômage des jeunes amplifie les fluctuations de la conjoncture économique. Toutes les études le montrent, le diplôme est encore la meilleure protection contre le chômage, mais les phases de raréfaction de l'embauche conduisent à une déqualification des emplois, les plus diplômés acceptant des postes occupés dans les phases de haute conjoncture par des diplômés de niveaux intermédiaires ; en fin de chaîne ce sont les moins qualifiés qui pâtissent le plus de la basse conjoncture.

Les conditions d'obtention du diplôme sont très importantes. Dans les pays où il existe un lien étroit entre le monde de l'enseignement et le monde du travail, c'est-à-dire l'entreprise, le taux de chômage des jeunes est bien plus faible que dans les autres. C'est ainsi par exemple qu'aux Pays-Bas et au Danemark 40 % des jeunes de 15 à 29 ans ont un emploi, 20 % poursuivent des études sans avoir d'emploi simultanément, plus de 30 % poursuivent des études en occupant un emploi et moins de 10 % sont sans emploi et ne font pas d'études. En France au contraire, 37 % ont un emploi, 40 % font des études sans occuper d'emploi, moins de 10 % font des études en occupant un emploi, mais 12 % sont sans emploi et ne poursuivent pas d'études. Pour les moins qualifiés, les efforts de réforme ne peuvent pas être relâchés.

DANIEL VITRY EST
PROFESSEUR À L'UNIVERSITÉ
DE PARIS-II.

Bulletin du jour Nouvelles diverses en France

L'emploi intérimaire, souvent considéré comme un indicateur anticipé de l'évolution du marché du travail, est reparti à la hausse, avec un bond de 7,6 % sur un an, selon des données publiées hier par Pôle emploi. Le nombre d'emplois intérimaires, calculé

L'emploi intérimaire, souvent considéré comme un indicateur anticipé de l'évolution du marché du travail, est reparti à la hausse, avec un bond de 7,6 % sur un an, selon des données publiées hier par Pôle emploi. Le nombre d'emplois intérimaires, calculés en données corrigées des variations saisonnières, a atteint 553 600 postes en janvier dernier, soit 39 100 de plus. Le seul mois de janvier a connu une hausse de 2200 postes supplémentaires (+0,4 %). La baisse de l'intérim, ininterrompue depuis le printemps 2008, est allée en décélérant au fil de l'année 2009 et s'est interrompue en décembre, avec la première hausse sur un an depuis mars 2008.

La production industrielle s'est redressée en janvier grâce au secteur automobile et des transports, progressant de 1,6 % sur un mois après un recul de 0,2 % en décembre, mais reste à un niveau toujours faible, a annoncé hier l'INSEE. La seule industrie manufacturière (industrie de transformation des biens) enregistre une hausse de 0,8 % après une baisse de 0,9 % le mois précédent, précise l'Institut national de la statistique.

L'éventuelle création d'un Fonds monétaire européen (cf. infra) est "une idée qui mérite d'être creusée et expertisée", a estimé hier le porte-

parole du gouvernement, M. Luc CHATEL, en rendant compte des travaux du Conseil des ministres.

Les très petites entreprises (TPE) continuent de ressentir les effets de la crise économique et ont revu à la baisse leurs prévisions d'embauche pour 2010, selon un sondage réalisé par l'Ifop et publié hier. Par rapport au précédent "baromètre des TPE" réalisé en octobre 2009, "les prévisions globales de création nette d'emplois pour 2010 sont passées de +11 à +6,5, soit une chute de 40 %", relève la société de conseil aux entreprises Fiducial, qui a commandé l'enquête.

Quatre cadres sur cinq ont confiance en leur avenir, mais ils sont tout autant à se dire "inquiets" sur l'avenir du système de retraites, tandis que près d'un sur deux n'est pas satisfait de son salaire, selon un sondage CSA pour l'Union générale des ingénieurs, cadres et techniciens CGT (UGICT-CGT).

Le ministre du Travail, M. Xavier DARCOS, a rappelé hier avoir demandé la mise en place deux groupes de travail techniques chargés d'améliorer la complémentarité entre la couverture publique de la perte d'autonomie et la couverture complémentaire apportée par les trois familles de la prévoyance,

assurances, mutuelles et institutions de prévoyance. Le premier groupe planche sur les grilles d'évaluation de la perte d'autonomie et l'utilisation d'un référentiel commun. Le second examine le contenu des garanties des contrats tels que la sélection médicale, les périodes de carence et de franchise, les règles de revalorisation des rentes, les conditions de transférabilité. Il doit élaborer un cahier des charges pour la labellisation des contrats.

Le président UMP du Sénat, M. Gérard LARCHER, a réuni hier les sénateurs des départements les plus sinistrés par la tempête Xynthia, a annoncé le Palais du Luxembourg. "Il a été convenu que, lors de la Conférence des Présidents du 24 mars, serait proposée la création d'une mission commune d'information", précise le Sénat. Par ailleurs, l'Etat aidera financièrement les sinistrés de Charente-Maritime et de Vendée contraints de se reloger provisoirement ou de réhabiliter leurs habitations, a annoncé hier à La Rochelle le secrétaire d'Etat au Logement Benoist APPARU. La facture nette de Xynthia pour les assureurs en France devrait s'élever entre 500 millions et 1 milliard d'euros, une fois prise en compte la réassurance, indique, de son côté, une étude publiée par l'agence de notation Moody's.

Jeudi 11 Mars 2010

Faits et tendances [aucune]

La CFTC a vivement dénoncé le refus du patronat d'ouvrir "une négociation immédiate sur le partage de la valeur ajoutée", à l'issue d'une réunion des partenaires sociaux, hier, sur la réforme des inst

Le Medef refuse de négocier immédiatement sur le partage de la valeur ajoutée, jugeant "incohérent" de traiter du sujet indépendamment de la réforme des institutions représentatives du personnel

Le Medef refuse de négocier immédiatement sur le partage de la valeur ajoutée, jugeant "incohérent" de traiter du sujet indépendamment de la réforme des institutions représentatives du personnel

La CFTC a vivement dénoncé le refus du patronat d'ouvrir "une négociation immédiate sur le partage de la valeur ajoutée", à l'issue d'une réunion des partenaires sociaux, hier, sur la réforme des institutions représentatives du personnel (IRP). Lors du sommet social du 15 février, le président Nicolas SARKOZY avait donné "trois mois" au patronat et aux syndicats pour aboutir sur ce sujet, quitte, avait-il dit, à dissocier cette question de l'avenir des IRP. A défaut, le gouvernement demandera

au parlement de légiférer, avait ajouté le chef de l'Etat. "La CFTC a demandé tout de suite l'ouverture d'une négociation immédiate sur le partage de la valeur ajoutée, mais pour le Medef, c'est non, ce n'est pas la priorité", a protesté sa chef de délégation, Mme Gabrielle SIMON. Cela veut dire que le patronat va "faire appel à son lobbying" pour éviter des mesures dont il ne veut pas, et que "tout se fera en dehors des partenaires sociaux" que sont les syndicats, a-t-elle affirmé. Pour le représentant de la CGT, M. Paul FOURIER, "il ne faut pas perdre de vue cette question" à laquelle, selon lui, "le patronat cherche à échapper". Chef de la délégation du Medef, M. Patrick BERNASCONI a jugé qu'il serait "incohérent" de dissocier la discussion sur le partage de la

richesse de la réforme des IRP. "Cela serait témoigner d'une méconnaissance de l'entreprise", a-t-il déclaré. Il a toutefois indiqué que le patronat "essaiera d'aborder ces questions très rapidement" dans le cadre de la négociation sur les IRP. De même, pour M. Marcel GRIGNARD (CFDT), "il y a un lien très fort entre le partage de la valeur et le fonctionnement des IRP". Le président de la République "n'a rien fait pendant des années sur le sujet, ce sont des sujets difficiles à traiter, il peut bien attendre un peu", a estimé M. Bernard VALETTE (CFE-CGC).

Protection sociale

Jeudi 11 Mars 2010

France

Dépendance : Darcos précise le calendrier de la réforme

La réforme de la prise en charge des personnes âgées dépendantes pourrait arriver devant le Parlement un peu plus tôt que prévu. Le ministre des Affaires sociales, Xavier Darcos, a annoncé hier que les dispositions législatives seraient « peut-être dans le projet de loi de financement de la Sécurité sociale » pour 2011. Ce texte est généralement discuté au Parlement en octobre et novembre, et

promulgué en décembre. Le calendrier exact n'est « pas arrêté encore », a précisé le ministre, qui s'exprimait à la conférence sur la dépendance organisée par « Les Echos » et « Le Quotidien du Médecin ». Auparavant, des « états généraux de la dépendance » seront organisés en octobre avec les acteurs du secteur. Nicolas Sarkozy a annoncé, le 15 février dernier, que la

réforme de la dépendance interviendrait après celle des retraites. Le projet de loi de réforme des retraites doit être examiné au Parlement en septembre.

Tous droits réservés : Les Echos

D99AD3028B60500D053D1F20AE0FF1BE2648816598CE3D73419CBCC

Diff. 140 313 ex. (source OJD 2005)

[Retour Sommaire](#)

Europe et international

Vendredi 12 Mars 2010

Cuisine

Les syndicats européens solidaires des Grecs

« Ce sont non pas les travailleurs mais les marchés financiers qui ont provoqué la crise. Les travailleurs perdent leur emploi par dizaines de milliers à cause de la cupidité et de la spéculation des seigneurs de la finance . » La Confédération européenne des syndicats (CES) a exprimé dans un communiqué de presse « son entière solidarité avec la

Grèce ». « Si l'Europe n'agit pas maintenant contre les spéculateurs, si l'Europe n'organise pas la solidarité entre ses états membres et ses travailleurs, alors les marchés financiers feront usage de leur puissance pour isoler certains pays un par un : l'un après l'autre, des états membres seront ainsi forcés de réduire les salaires, la protection

sociale et l'emploi. L'Europe sociale court un grave danger », ajoute la CES. Avant de conclure : « La marche à suivre passe par des plans de relance négociés avec les partenaires sociaux »

Tous droits réservés : L'Humanité
8F9EF3B48F30620745FE10B03F09E1EB2BD8046BE86A37F03026F09

Diff. 55 629 ex. (source OJD 2005)

[Retour Sommaire](#)